

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS SN LADOE SAS à TOURCOING

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 22/11/2019

Nom usuel : SN LADOE SAS

Adresse : 3 - AVENUE MASUREL

Commune principale : TOURCOING (59599)

Activité principale :

Code - Libellé NAF : D72 - Transformation des matières plastiques

Date de début : Non renseignée

Date de fin : Non renseignée

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Code métier : SSP00065940101

Description¹ :

La société SN LADOE a exploité entre 2005 et 2014 une entreprise de fabrication de tapis brosse relevant du régime de la déclaration. La société a été placée en liquidation judiciaire la 22 septembre 2014.

En avril 2015, l'inspection a constaté lors de sa visite du site que des déchets dangereux et notamment des déchets liquides en quantité importante n'ont pas été éliminés. Des habitations sont localisées à proximité immédiate du site, en limite de propriété Ouest.

Monsieur le préfet du Nord a pris le 27 mai 2015 un arrêté de mise en demeure à l'encontre du mandataire liquidateur de la société SN LADOE afin qu'il mette en œuvre les opérations de mise en sécurité du site dans le cadre de la cessation d'activité.

Monsieur le préfet du nord a pris à l'encontre du responsable du site le 10 septembre 2015 un arrêté de consignation afin que les opérations de mise en sécurité soient réalisées. La direction départementale des finances publiques de l'Essonne a attesté de l'impécuniosité de cette consignation par courrier du 7 janvier 2016.

Par arrêté préfectoral du 20 octobre 2017, Monsieur le préfet du Nord a confié à l'ADEME l'exécution d'office de la mise en sécurité du site, correspondant exclusivement à l'élimination des déchets présent sur le site .

L'intervention de l'ADEME a eu lieu du 11 décembre 2017 au 20 février 2018, date du récolement des travaux et de la remise des clés au propriétaire.

Lors de l'intervention a été constaté par l'inspection et l'ADEME, une détérioration importante de la dalle de béton au droit de certains anciens stockages de produits chimiques. La dalle est comme rongée par les produits chimiques.

Le propriétaire des terrains a fait procéder au premier trimestre 2016 a une évaluation environnementale des sols - phases 1 et 2. Des anomalies par rapport aux valeurs guides retenues ont été constatées sur la quasi totalité des 32 prélèvements. Les traces de pollutions les plus importantes concernent les hydrocarbures C10-C40, le trichloréthylène, les triméthylbenzènes et les phtalates.

Le diagnostic réalisé n'a pas vocation à définir les conditions de compatibilité sanitaire entre l'usage futur et les traces de pollutions constatées. Un diagnostic approfondi et un plan de gestion seraient nécessaires afin de définir les mesures de gestion permettant d'assurer la compatibilité sanitaire entre l'état et l'usage du site.

Observations: A noter : l'"état technique" n'est qu'indicatif et correspond à l'état de connaissance du site qu'en a l'inspection des installations classées

Etudes et documents disponibles

2016 - évaluation environnementale des sols - phases 1 et 2. Rapport APAVE 161221520

27/05/2015 et 10/09/2015 Arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de consignation de somme - éliminer les déchets

20/10/2017 Arrêté préfectoral de travaux d'office - ADEME

Documents associés² :

- 1 - Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur GéoRisques lors de la publication de la

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 11/01/2019

Date de début : Non renseignée

Date de fin : Non renseignée

Origine : Cessation d'activités (partielle ou totale) exploitant

Date présumée de la pollution : Non renseignée

Description³ : En avril 2015, l'inspection a constaté lors de sa visite du site que des déchets dangereux et notamment des déchets liquides en quantité importante n'ont pas été éliminés. Des habitations sont localisées à proximité immédiate du site, en limite de propriété Ouest.

Monsieur le préfet du Nord a pris le 27 mai 2015 un arrêté de mise en demeure à l'encontre du mandataire liquidateur de la société SN LADOE afin qu'il mette en œuvre les opérations de mise en sécurité du site dans le cadre de la cessation d'activité.

Monsieur le préfet du nord a pris à l'encontre du responsable du site le 10 septembre 2015 un arrêté de consignation afin que les opérations de mise en sécurité soient réalisées. La direction départementale des finances publiques de l'Essonne a attesté de l'impécuniosité de cette consignation par courrier du 7 janvier 2016.

Par arrêté préfectoral du 20 octobre 2017, Monsieur le préfet du Nord a confié à l'ADEME l'exécution d'office de la mise en sécurité du site, correspondant exclusivement à l'élimination des déchets présent sur le site .

L'intervention de l'ADEME a eu lieu du 11 décembre 2017 au 20 février 2018, date du récolement des travaux et de la remise des clés au propriétaire.

Lors de l'intervention a été constaté par l'inspection et l'ADEME, une détérioration importante de la dalle de béton au droit de certains anciens stockages de produits chimiques. La dalle est comme rongée par les produits chimiques.

Le propriétaire des terrains a fait procéder au premier trimestre 2016 à une évaluation environnementale des sols - phases 1 et 2. Des anomalies par rapport aux valeurs guides retenues ont été constatées sur la quasi totalité des 32 prélèvements. Les traces de pollutions les plus importantes concernent les hydrocarbures C10-C40, le trichloréthylène, les triméthylbenzènes et les phtalates.

Le diagnostic réalisé n'a pas vocation à définir les conditions de compatibilité sanitaire entre l'usage futur et les traces de pollutions constatées. Un diagnostic approfondi et un plan de gestion seraient nécessaires afin de définir les mesures de gestion permettant d'assurer la compatibilité sanitaire entre l'état et l'usage du site.

3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les sites créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

Polluant(s) suspecté(s) ou
suivi(s) :

Documents associés :

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
TOURCOING	1	DR	126	59
TOURCOING	1	DR	111	59
TOURCOING	1	DR	125	59
TOURCOING	1	DR	124	59

